Bruxelles en mouvements

Périodique édité par
Inter-Environnement Bruxelles
Rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles
N°223 – 29 juin 2009

Le tourisme urbain
évasion ou invasion ?

Le tourisme urbain durable comme projet de ville

En bref

Pour sauter à pieds joints dans les mois d'été, quoi de plus logique que de consacrer un dossier au tourisme urbain durable. Le sujet coulait d'autant plus de source que l'IGEAT venait d'y consacrer plusieurs tables rondes explorant toutes les facettes d'une thématique trop souvent regardée sous un angle purement promotionnel. Le dossier dépasse cet angle pour envisager le tourisme sur les effets qu'il produit sur les territoires urbains et ceux qui les habitent tant au travers des questions liées à la participation, à la mobilité qu'à l'emploi. Bonne lecture et bonnes vacances !

Photo de couverture : Publi-Market

Le tourisme durable peut se concevoir comme un projet visant à rendre soutenables l'ensemble des pratiques touristiques et les activités associées. Dans cette optique, il cherche à concilier au mieux la croissance économique du secteur avec la préservation de l'environnement humain et naturel tout en assurant des meilleures conditions de vie aux populations des zones réceptrices.

CLAIRE SCHMIER

Le BIP (Brussel Info Place) reflète l'image de Bruxelles vers l'international et la logique du city-marketing qui prime encore sur la durabilité.

Ce projet peut être mis en œuvre par les touristes eux-mêmes, à travers leurs pratiques, par les opérateurs, dans la gestion de leur entreprise, ou par les pouvoirs publics, dans les modes de régulation et de promotion de l'activité. Dans la bouche des opérateurs touristiques comme sous la plume des experts scientifiques du tourisme, l'expression «*tourisme durable*» s'est imposée comme un «*vocable mythe*» auquel il convient de se référer tant pour commercialiser un produit, promouvoir une destination, que pour planifier le développement touristique aux différentes échelles. Marquée du coin de la mode, l'expression s'apparente à bien des égards à une auberge espagnole, dans laquelle chacun amène ce dont il a besoin: les finalités du tourisme durable comme les moyens mis en œuvre pour les atteindre sont très variés.

Face à un tel imbroglio et dans la continuité des Assises du Tourisme de 2005, un effort de clarification et de sensibilisation s'imposait. Tel fut le double objectif du cycle de 2 conférences et 8 séminaires thématiques organisé de mars à mai 2009 par LIToTeS (IGEAT, ULB) à l'initiative d'Évelyne Huytebroeck, ministre bruxelloise du Tourisme. D'une part, ces rencontres visaient à mettre en lumière les multiples dimensions de la durabilité (économique, sociale, culturelle, environnementale) dans le champ du tourisme. D'autre part, elles avaient pour objectif d'offrir un diagnostic de la situation bruxelloise et de présenter divers programmes d'actions ou instruments mobilisés dans d'autres villes pour construire un tourisme durable, tout en discutant leur possible mise en œuvre à Bruxelles.

Le présent dossier revient sur 3 des thèmes abordés, à savoir :

1. Les habitants face à la mise en tourisme de leur cadre de vie.

2. Les déplacements vers et dans les destinations touristiques urbaines.

3. Des emplois touristiques de qualité.

Tourisme et habitants : les défis de la participation

Deux recherches récentes (voir encadré) montrent que le tourisme génère des perceptions mitigées, voire contradictoires, au sein de la population bruxelloise, qui voit dans l'activité tantôt un mal à encadrer, tantôt un phénomène positif. Ces représentations illustrent en réalité la complexité des relations qui se tissent entre visiteurs et visités.

La complexité de la relation entre visiteurs et visités s'exprime dans les destinations touristiques, tant du point de vue des impacts socio-économiques exercés par le tourisme sur les milieux locaux que de celui des dynamiques culturelles engendrées par l'interaction «*visiteurs-visités*». Or, ces relations sont souvent perçues de façon négative. La critique voit en effet dans le tourisme un élément déstructurant des sociétés visitées. La cohabitation dans un même espace de touristes et de résidents ne pourrait ainsi se traduire que par des tensions entre les uns et les autres. Plus encore, le tourisme chasserait les habitants en favorisant des processus de gentrification. Les touristes sont ainsi considérés comme des envahisseurs, voire des agresseurs, face à des résidents, les «*visités*» présentés comme des victimes passives.

Les visiteurs à Bruxelles, des effets nuancés

Si les représentations des relations «*visiteurs-visités*» sont plus nuancées à Bruxelles, des divergences apparaissent selon les habitants concernés, les visités formant, comme les visiteurs, un groupe hétérogène dont les perceptions à l'égard du tourisme varient. La saturation du centre historique, l'îlot sacré, est ainsi largement dénoncée par les habitants et usagers du quartier, qui voient dans le tourisme une activité concurrente, voire nuisible. Ailleurs par contre, les touristes et leurs pratiques exercent un impact limité sur les résidents, alors que la présence d'autres usagers (travailleurs non résidents) peut être davantage source de tensions. En général, les interactions entre touristes et résidents sont limitées, en raison notamment du caractère peu diffus, voire enclavé, de l'activité touristique. De plus, la nature des pratiques touristiques déployées à Bruxelles ne semblent pas favoriser les contacts et encore moins les échanges interculturels.

Agir sur les rencontres entre visiteurs et visités

À Bruxelles comme ailleurs, la préoccupation pour la nature des relations entre visiteurs et visités relève donc à la fois d'une question d'équité sociale et de gou-

L'initiative Tof People du BITC

L'initiative présente un exemple de valorisation touristique originale de Bruxelles à l'étranger par ses divers ressortissants européens. Il s'agit de montrer une image différente de la capitale de l'Europe, plus culturelle qu'institutionnelle, par le biais d'un blog où s'expriment des ressortissants des 27 membres de l'Union européenne qui résident à Bruxelles. Le credo est le suivant : «*They are the European voice of Brussels. They help us to give a European and human face to Brussels*».

BITC - O. VAN DE KERCHOVE

A l'heure actuelle, le quartier européen ne symbolise pas le meilleur modèle des interactions entre visiteurs et visités.

La perception du Tourisme par les résidents et l'image touristique de Bruxelles

Deux études récentes ont été menées sur la perception du tourisme par les résidents bruxellois. Le «Baromètre de perception du tourisme à Bruxelles par les Bruxellois» réalisé par Ipsos en 2008, montre que les représentations à l'égard des visiteurs sont plutôt positives. Le tourisme en tant qu'activité économique et culturelle, est relativement bien accepté sans toutefois susciter d'enthousiasme particulier. A contrario, les enquêtes réalisées par l'Erasmus Hogeschool dans le Pentagone en octobre 2008 concluent à une représentation mitigée du tourisme. En effet, 27% des personnes interrogées dénoncent la saturation touristique et 34 % jugent le tourisme comme un mal nécessaire à encadrer.

vernance durable du tourisme, dont l'enjeu majeur est d'accroître la participation des populations hôtes à la planification et à la gestion de l'activité touristique. Les objectifs d'un tourisme durable sont aussi de multiplier les lieux et les occasions d'une rencontre entre touristes et habitants, mais aussi de faire en sorte que ces interactions soient durables sur le plan socio-économique et culturel. En d'autres termes, un tourisme «*durable*» doit favoriser une lutte contre la pauvreté et une amélioration du cadre de vie local, la consultation et la participation des populations à la gestion de l'activité touristique ainsi que l'échange interculturel et la préservation de la culture des communautés d'accueil.

Ne pas s'adresser qu'à l'élite

S'agissant de la participation, Bruxelles présente des dynamiques particulièrement fortes, tant de la part des mouvements associatifs, comme l'illustre l'offre foisonnante de visites guidées de «*Voir et Dire Bruxelles*», que de la part des pouvoirs publics, en témoigne l'initiative «*Tof People for Brussels*» du BITC, qui repose sur la promotion de Bruxelles par ses ressortissants européens. Toutefois, si les objectifs des Assises du Tourisme de 2005 étaient de renforcer les démarches de concertation et de participation citoyennes, les acteurs concernés s'étonnent de la dissolution de la participation dans la communication (forums, blogs, baromètres, etc.) et dénoncent le caractère encore élitiste de ces démarches, qui n'associent pas les habitants «*ordinaires*» à la construction de l'offre touristique. La participation serait davantage un argument de légitimation de choix politiques et ne toucherait que des groupes restreints, défendant eux-mêmes des intérêts sectoriels.

La multiculturalité, plus qu'un vernis

Cette critique s'applique également aux actions de mise en valeur de quartiers dits «*ethniques*» ou «*multiculturels*». Si l'identité bruxelloise est multiculturelle, nous sommes encore loin d'observer une réelle mise en valeur de cette dernière, par exemple sous la forme du développement d'une offre plus diffuse dans les divers quartiers. Les actions menées dans le quartier Matonge, d'ailleurs présenté

Les labels environnementaux au service d'un tourisme plus durable à Bruxelles : quand la diversité dessert le message

En 1999, l'IBGE met en place le Label Entreprise Ecodynamique (EE) qui est basé sur les principes des systèmes de management environnemental. Ce label a pour ambition de proposer aux entreprises bruxelloises une démarche de gestion de l'environnement certifiée moins exigeante du point de vue technique et financier et donc plus accessible que des systèmes reconnus comme EMAS au niveau européen ou le référentiel international ISO 14001. Cependant, malgré la disponibilité d'aides publiques, on ne comptera en 2004 que 5 hôtels de standing comme représentants du tourisme parmi 87 entreprises labellisées. De récentes actions de promotion du label ont néanmoins pu améliorer la situation : l'année 2009 a vu le nombre d'hôtels labellisés passer de 4 à 18.

Alors que Bruxelles a créé son propre label, la Flandre et la Wallonie ont adopté le label international Green Key (Clé verte, Groene Sleutel). Dans notre petit pays, la confusion des labels est donc réelle et particulièrement problématique à Bruxelles où les touristes pourraient prochainement apercevoir l'icône de la Groene Sleutel sur certaines façades d'hôtels aux côtés d'autres établissements arborant le sigle du label EE.

Ne conviendrait-il pas de faire le choix de la reconnaissance internationale qui s'impose particulièrement pour le secteur touristique ? Les autorités bruxelloises ne devraient-elles pas davantage opter pour des systèmes de certification mieux implantés dans le secteur touristique ? Par exemple, l'Ecolabel européen, fort exigeant mais davantage connu du grand public grâce aux produits de consommation. Car le touriste, comme l'environnement, ne connaît pas de frontières et ne sait plus où donner de la tête quand le développement durable change d'étiquette à chaque destination.

Emmanuel d'Ieteren, Litotes – IGEAT

PHILIPPE MEERSEMAN

La rue Longue Vie de Matonge, quartier africain authentique, bascule peu à peu dans le tourisme ethnique.

comme «ethnique» (congolais), sont essentiellement le fruit d'initiatives exogènes, qui n'émanent pas de ses résidents. De surcroît, la valorisation touristique de Matonge s'apparente à une forme de «*promotion*» sans «*production*» d'une véritable offre. Plus encore, s'opère une valorisation sélective de certaines communautés, dont certains acteurs soulignent le risque de «*folklorisation*». Néanmoins, si l'objectif d'un tourisme durable est de préserver «*l'authenticité*» des communautés visitées, il convient d'éviter de considérer la culture de ces dernières comme quelque chose de figé, qui serait pervertie au contact de l'Autre, le touriste. C'est en effet oublier que la culture du visité, comme celle du visiteur, est dynamique, particulièrement dans un contexte multiculturel.

Des usages multiples et partagés

En définitive, si le tourisme génère relativement peu de conflits d'usage et de valeurs à Bruxelles, les défis en termes de durabilité sont réels. En particulier, comment susciter une participation effective de tous les habitants à la planification et à la gestion de l'activité touristique tout en favorisant des interactions «*positives*» entre visiteurs et visités ? La solution est peut-être d'encourager, à l'instar des initiatives menées en Seine-Saint-Denis, le développement d'une offre qui s'adresse avant tout aux habitants, et qui soit gérée par eux. Autrement dit, le développement de programmes de visites guidées par les résidents, relatives à leur «*culture*», pourrait participer à plus long terme à un projet de dynamisation sociale, économique et culturelle de la ville et de ses quartiers les moins valorisés. En ce sens, il y a lieu de suggérer une mise en valeur de la diversité culturelle des quartiers bruxellois plutôt qu'une simple promotion du caractère ethnique et communautaire. Enfin, ces démarches doivent s'inscrire dans une stratégie globale de développement urbain durable, qui passe notamment par l'aménagement des quartiers, la création d'espaces publics et la valorisation de leur fonction de lieux de sociabilité où pourraient se rencontrer, résidents, usagers et touristes.

J.-M. Decroly et L. Gillot
Litotes – IGEAT - ULB

L'expérience du CDT[1] en Seine-Saint-Denis

Dans un département jouissant d'une mauvaise image de marque, l'option choisie fut de développer le tourisme par la valorisation des particularités locales (culture du travail, territoire multiculturel, sites insolites, etc.) et la mobilisation des habitants. Deux programmes insolites de visites sont proposés dans ce cadre. Premièrement, «*Et voilà le travail*» offre des visites en entreprises selon une démarche non standardisée. Deuxièmement, «*Douce banlieue*» propose des visites guidées à la rencontre des gens qui vivent et travaillent en Seine-Saint-Denis, comme par exemple une découverte insolite de la cité des 4 000 à la Courneuve.

[1] CDT : Comité Départemental du Tourisme

Les enjeux contrastés de la mobilité touristique

Plusieurs recherches récentes soulignent que les émissions de CO_2 provoquées par les déplacements vers les destinations, en particulier par le transport aérien long courrier, constituent le principal impact négatif du tourisme sur l'environnement. Qu'en est-il des déplacements vers les destinations urbaines et à Bruxelles ?

Low Cost – High Emission

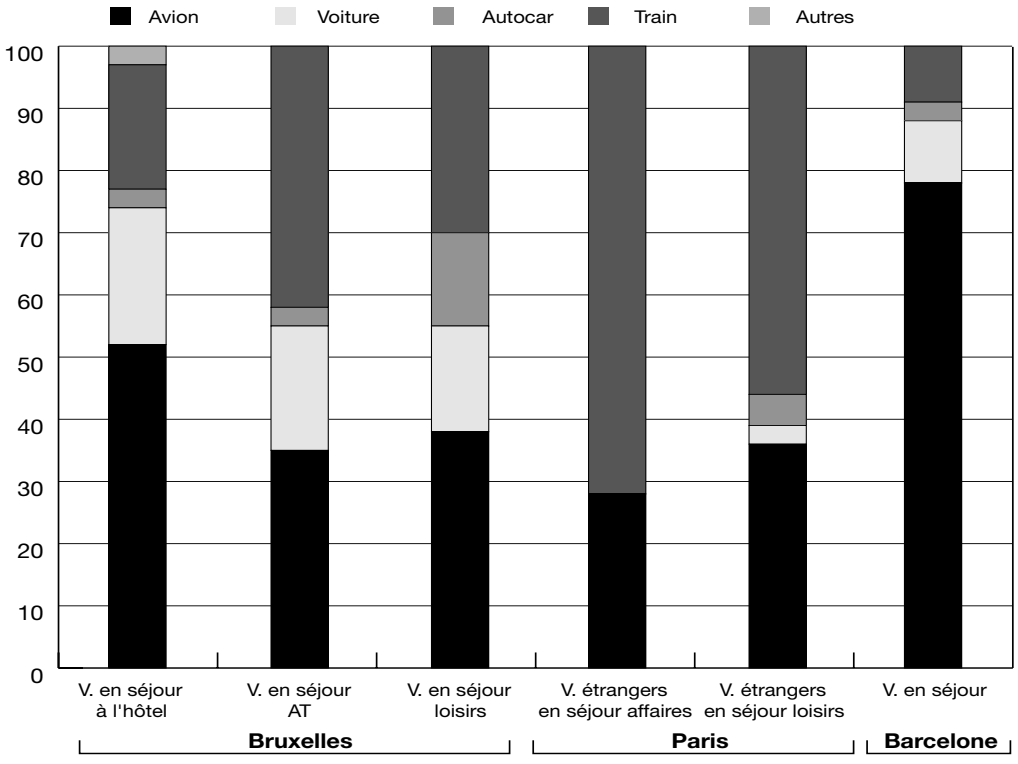
Les réseaux de transport «*touristique*» ont nettement évolué en Europe depuis 25 ans. Alors que 1.300 nouvelles lignes aériennes sont apparues (dont 40% sont opérées par des compagnies *Low Cost*), l'offre en train classique longue distance s'est effondrée et ne subsiste que sur certaines lignes, à des prix élevés, avec un matériel vétuste et lent. Face à ce processus, le TGV, malgré la faible extension de son réseau et ses tarifs élevés, reste la seule alternative crédible. En la matière, Bruxelles a une belle carte à jouer. En effet, la ville dispose d'une excellente desserte en TGV de ses principaux marchés touristiques (Royaume-Uni, France, Allemagne et Pays-Bas). Dès lors, pourquoi ne pas promotionner Bruxelles comme «*la*» destination urbaine la plus accessible en TGV en Europe et proposer des forfaits «*low-carbon emission*» comme il en existe déjà à Lubeck. Dans le même temps, il serait bienvenu de limiter la promotion sur les marchés aériens lointains de faible volume, comme la Chine ou l'Océanie.

A Amsterdam, par exemple, près de 70% de l'empreinte écologique du tourisme provient des déplacements vers la destination. Les seuls voyages aériens des touristes américains et océaniens y contribuent à hauteur respectivement de 39% et 12%, alors qu'ils ne fournissent que 16% et 2% du revenu touristique local.

L'offre à destination : peut mieux faire !

Les enjeux des déplacements touristiques dans les destinations urbaines sont modestes, par rapport tant aux impacts des déplacements vers ces destinations qu'à ceux des déplacements des autres usagers au sein de ces villes. Dans les grandes agglomérations urbaines, même avec une fonction touristique forte, les visiteurs restent très minoritaires par rapport aux autres usagers (à peine 15 nuitées par an pour 1.000 habitants à Bruxelles). Une politique durable de mobilité touristique visera donc avant tout à favoriser une bonne intégration des touristes à l'offre de mobilité douce existante (transports en commun, vélo). En la matière, Bruxelles présente plusieurs paradoxes. Ainsi, la très bonne liaison (train et bus) entre Brussels Airport et le centre-ville reste peu utilisée, notamment du fait de sa très faible visibilité – comparée à celle des taxis et des parkings - dans l'aéroport même. De même, l'intermodalité train-tram-bus-métro est peu lisible pour le visiteur dans les gares. Dans les deux cas, l'information en amont du voyage reste sommaire, dans les brochures et sites de promotion comme dans les guides touristiques. Enfin, il existe peu de points de vente des billets en-dehors du réseau de métro et peu d'offres forfaitaires

Moyen de transport vers la destination



incluant les transports en commun de la part du secteur hôtelier. Une amélioration de la signalisation (sur le terrain) et de la communication (brochures, sites web) relatives aux mobilités douces à Bruxelles serait donc la bienvenue. Plus fondamentalement, comme le montre l'exemple gantois, une réduction drastique de la circulation automobile dans le centre-ville, associée à un réaménagement des voies pédestres et cyclables, pourrait être bénéfique non seulement pour les Bruxellois mais aussi pour le secteur touristique.

j.-M. Decroly et L. Gillot
Litotes – IGEAT - ULB

L'emploi touristique : une situation durablement dégradée

Dans le champ touristique, comme dans bien d'autres secteurs d'activité, le pilier social reste le parent pauvre du discours et de l'action en faveur de la durabilité. Pourtant lier la question de l'emploi au tourisme est un vecteur de durabilité de ce dernier.

Les textes internationaux de référence consacrée au tourisme durable ne font allusion à la question sociale que du bout des lèvres, souvent bien après les considérations environnementales ou culturelles. De surcroît, l'accent y est davantage mis sur la démocratisation du tourisme que sur sa contribution à l'amélioration des conditions d'existence de la population dans les espaces récepteurs. Pourtant, comme le montre la question de l'emploi touristique, l'inscription du tourisme dans la perspective du développement durable passe nécessairement par une meilleure prise en compte de ses retombées sociales dans les destinations.

Tourisme et emploi, même combat

Quatre arguments militent en faveur de la qualité de l'emploi touristique, tant sur le plan salarial que sur celui des conditions d'embauche et de travail. Il s'agit tout d'abord d'une question de respect de l'équité sociale, autrement dit d'équilibre entre le travailleur du tourisme et son employeur, entre le travailleur du tourisme et les travailleurs d'autres secteurs d'activité ainsi qu'entre le travailleur du tourisme et les clients. Ensuite, des emplois de qualité seraient une garantie pour attirer et fidéliser la main-d'œuvre. Sur un autre plan, de bonnes conditions de travail seraient favorables à la qualité du service rendu et donc à la fidélisation de la clientèle. Enfin, la garantie d'emplois de qualité permettrait de renforcer le multiplicateur local des revenus.

Mais l'emploi fait grise mine

Force est de constater que l'emploi touristique présente une situation durablement dégradée, à Bruxelles comme ailleurs. D'après les quelques données disponibles, le secteur est ainsi marqué par le poids important du travail au noir ou au gris, par une nette sur-représentation de l'emploi à temps partiel (33% contre 18% dans le reste du tertiaire), souvent contraint (i.e. occupé par une personne n'ayant pas trouvé d'autre emploi ailleurs), par de très fortes contraintes horaires et enfin par des salaires modestes.

Vers un groupement des employeurs Horeca

Face à cette situation, la prochaine baisse de la TVA dans le secteur Horeca offre la possibilité d'augmenter les salaires, de valoriser l'expérience et de lutter contre le travail illégal. Toutefois, à entendre les propos des employeurs du secteur, il ne faut guère se faire d'illusion en la matière. La solution est donc à trouver ailleurs, par exemple dans la mise en place d'un groupement d'employeurs de l'Horeca, à l'image de ce qui se fait déjà en France. Gérée par les entreprises adhérentes, une telle association permet en effet de répondre à des besoins de main-d'œuvre spécifiques, de former des jeunes via des contrats de professionnalisation, d'assurer une rémunération décente et surtout de reconnaître l'expérience acquise par les travailleurs.

j.-M. Decroly et L. Gillot
Litotes – IGEAT - ULB

Tourisme, emplois et Horeca

Le tourisme représente 5 % des emplois bruxellois. L'Horeca (logement et restauration) représente 48% des emplois du secteur touristique. Les ouvriers représentent 82% des emplois Horeca et ces emplois sont occupés à 75% par des résidents bruxellois (alors que seuls 40% des emplois totaux sont occupés par des résidents bruxellois). Mais ces emplois sont peu valorisés. A titre d'exemple le salaire horaire minimum déterminé par les conventions collectives de travail atteint 8,5 euros pour un valet de chambre employé dans l'Horeca contre 9,4 euros pour le personnel le moins qualifié du secteur du nettoyage.

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
1000 BRUXELLES
1/148
BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELLES X
P 302402

Bruxelles en mouvements

Périodicité : paraît toutes les trois semaines (29 juin -19 juillet 2009). Ne paraît pas en juillet-août.

Bruxelles en mouvements est édité par Inter-Environnement Bruxelles, asbl. Association indépendante. Fédération des comités d'habitants de Bruxelles. Organisme d'Éducation Permanente reconnu par le Ministère de la Communauté française. Membre de l'ARSC. Rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles. Tél. : 02/893-09-09. E-mail : info@ieb.be
Editeur responsable : Gwenaël Breës, rue des Champs Elysées, 91, 1050 Bruxelles.

Rédacteur en chef : Almos Mihaly, avec la collaboration de Raymond Boudru, Anne Delfairière, Jacqueline Gilissen, Isabelle Hochart, François Hubert, Thierry Kuyken, Olivia Lemmens, Erwan Marjo, Jérôme Matagne, Philippe Meersseman, Pierre Meynaert, Hélène Quoidbach, Dalila Riffi, Claire Scohier, Mathieu Sonck, Delphine Termolle, Roland Vande Poel et Caroline Wouters.
Imprimerie : Auspert & Cie sprl.

En vous abonnant à Bruxelles en mouvements, vous contribuez à soutenir l'action d'Inter-Environnement Bruxelles en faveur de la qualité de la vie en ville.

Coût de l'abonnement annuel au périodique Bruxelles en mouvements (16 numéros) : 24€.
Etranger : 34€. Abonnement de soutien : 54€. Mensuellement par domiciliation : 2 €.
Versements au compte 210-0090204-46 d'Inter-Environnement Bruxelles, rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles.

Gwenaël Breës, président d'IEB !

Après un double mandat à la présidence d'IEB, Jacqueline Gilissen passe le flambeau. Depuis deux ans que nous travaillons ensemble, Jacqueline joue un rôle moteur dans un processus de réflexion et de transformation d'IEB, qui se traduit notamment par une plus grande ouverture vers un mouvement associatif qui pense et agit sur la ville en dehors du mode d'organisation historique du comité de quartier. Un travail qui commence à porter ses fruits, rapprochant les différents acteurs de la fédération dans un projet commun mobilisateur.

C'est dans ce contexte que Gwenaël Breës accède à la présidence du conseil d'administration, renouvelé et désormais composé de 16 membres. Gwenaël est journaliste et réalisateur, il est membre du comité de quartier du Midi, où il a habité pendant plusieurs années. Il a réalisé plusieurs documentaires sur des sujets touchant à l'urbanisme à Bruxelles. Il est également l'auteur du très récent livre «*Bruxelles-Midi, l'urbanisme du sacrifice et des bouts de ficelles*», dont nous avons déjà parlé dans un précédent BEM.

En confiant la présidence à Gwenaël Breës, à la veille de la constitution d'un nouveau Plan Régional de Développement, l'AG d'IEB a choisi un président qui allie avec brio l'analyse et les pratiques de terrain, un président qui a une grande expérience du groupe et des dynamiques positives qu'il engendre (Gwen est aussi l'un des fondateurs du cinéma Nova, animé par une équipe de bénévoles), un président qui n'hésite jamais à délivrer un message radical et impertinent, qui donne à penser plutôt que de dire ce qu'il faut penser.

Bienvenue Gwen !

Mathieu Sonck

Le cinéma Nova vous invite à son 11e PleinOpenair cet été

Le PleinOPENair, 11e édition, se veut un événement festif et réflexif sur la ville. Le thème central sera «*Bruxelles, entre city marketing et consumérisme*».

La volonté de faire de Bruxelles une ville attractive et compétitive par rapport aux autres villes internationales exerce des pressions sur son territoire (et certains sites en particulier) et ses habitants. L'attractivité interroge aussi sur la portée des lieux de consommation et de loisirs destinés à drainer des publics bien plus vastes que la population locale et sur les tentatives des pouvoirs publics et/ou des promoteurs pour relancer la machine économique en rade.

Ce choix thématique permettra, lors de cette onzième édition, d'aborder certains futurs projets urbanistiques et de visiter des lieux promis à des changements radicaux.

Cette année le PleinOPENair s'étalera sur ***trois week-ends du vendredi 24 juillet au samedi 8 août*** et sera l'occasion de visiter trois grands sites de Bruxelles (site des anciens entrepôts Godin, Cité Modèle/Heysel, Schaerbeek-Josaphat) où se dérouleront projections de courts et longs métrages, concerts, animations, balades urbaines et nature et expositions. Les mercredis 29 juillet et 5 août seront aussi l'occasion de visiter des sites plus intimes de la ville autour de débats, discussions et projections.